



Rapport Financier Semestriel  
30 juin 2018

## SOMMAIRE

<b>I. Attestation du responsable.....</b>	<b>3</b>
<b>II. Rapport d'activité semestriel.....</b>	<b>4</b>
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2018	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2018	
Annexe 1 : Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
<b>III. Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2018.....</b>	<b>13</b>
- Comptes de résultat consolidé au 30 juin 2018, 30 juin 2017 et 31 décembre 2017	
- Etats de la situation financière consolidée au 30 juin 2018 et 31 décembre 2017	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE  
Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros  
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

#### ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés du premier semestre 2018 figurant au chapitre III. du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II. du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre de l'exercice 2018.

Fait à Paris, le 30 octobre 2018

Pascal BEGLIN  
Président Directeur Général

**STREAMWIDE**  
**Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

## **RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL**

**30 JUIN 2018**

Lors de sa réunion en date du 14 septembre 2018, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du groupe StreamWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2018. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en IFRS, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

### **1. Evénements importants survenus au premier semestre 2018**

#### **1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe**

*Activité historique atone :*

Le contexte sectoriel des télécommunications reste incertain et les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme. Les rares opportunités présentes sont traitées et proposées dans des délais toujours très longs. Les prises de décisions s'effectuent ainsi dans des fenêtres calendaires toujours plus longues, ce qui ne facilite pas la conclusion des appels d'offres et les prises rapides de commandes fermes.

*Notification du marché PCSTORM LOT 4 officialisée en juin 2018 :*

[\[https://www.streamwide.com/sites/default/files/presses/SW%20\\_%20CP%20ATTRI%20PCSTORM%20VDEF%20\\_%2007062018\\_0.pdf\]](https://www.streamwide.com/sites/default/files/presses/SW%20_%20CP%20ATTRI%20PCSTORM%20VDEF%20_%2007062018_0.pdf)

Ce marché permettra au Groupe de générer de nouveaux revenus à compter du second semestre 2018 et au cours des exercices futurs, en complément de ceux toujours générés sur les marchés historiques de la messagerie vocale et de la facturation temps réel. Le second semestre 2018 est donc d'ores et déjà bien orienté et les revenus 2018 devraient ainsi être supérieurs à ceux de l'exercice 2017.

Outre l'impact financier non négligeable, cette réussite démontre la forte capacité du Groupe à se repositionner sur de nouveaux marchés stratégiques et porteurs, en développant et proposant une des solutions les plus innovantes, complètes et performantes du marché actuel. Fort de ce succès, le Groupe va donc pouvoir continuer de développer de façon continue et soutenue ses deux dernières solutions, **Team On The Run** et **Team On Mission**. Cette dernière, version durcie spécifique, est axée sur les caractéristiques MCPTT ("Mission Critical Push To Talk") conformes à la norme 3GPP et représente une probable alternative forte à la norme TETRA, actuellement utilisée dans le cadre des échanges radios talkie-walkie. Les secteurs "public safety", "utilities" ou encore "transports" offrent ainsi de belles opportunités.

### *Crédits d'Impôt Recherche :*

Le remboursement anticipé de la créance au titre de l'exercice 2016 a été effectué en mars 2018 pour le montant demandé (728 K€). Le remboursement anticipé de la créance au titre de 2017 (635 K€) devrait avoir lieu au cours du second semestre 2018.

## **1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2018**

### *Evolution des revenus : légère diminution des revenus semestriels*

L'activité du Groupe au premier semestre 2018 lui permet d'enregistrer des revenus en légère diminution dans leur ensemble, par rapport au premier semestre 2017, bien que leurs évolutions par nature soient hétérogènes.

Ainsi, les revenus de licences progressent de nouveau (+0,5 M€) après plusieurs semestres de décroissance. Après un premier semestre 2017 marqué par des effets de base négatifs, le premier semestre 2018 profite, quant à lui, d'effets de base positifs. Cela est dû à quelques opportunités que le Groupe continue de saisir. Par ailleurs, si l'activité historique représente encore près de 75% des revenus de licences (un quart de ces licences concernent de nouveaux clients), 25% de ces revenus sont maintenant générés par les nouvelles solutions **Team On The Run** et **Team On Mission**, et cela, sans même tenir compte du marché français notifié en juin 2018. Ce marché stratégique et structurant sera déployé dans les prochains mois et impactera donc positivement les revenus du second semestre de l'exercice, ainsi que ceux des prochains exercices.

Concernant les revenus de maintenance, ils accusent une diminution de 0,3 M€ au cours du premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017. Cette évolution n'est que conjoncturelle de par la nature même de ces revenus. En effet, la disparition d'un MVNO américain client du Groupe, et contributeur important aux revenus 2016 et 2017, implique également, à compter du premier semestre 2018, l'absence de maintenance à hauteur de 0,3 M€.

Enfin, les revenus liés aux services sont également en diminution de 0,3 M€ suite aux différents projets menés en 2017. Ces revenus étant induits postérieurement par les revenus de licences, la progression de ces derniers au premier semestre 2018 devraient permettre aux services de retrouver une évolution positive au second semestre de l'exercice.

### *Evolution des commandes*

Si les revenus restent quasi stables au premier semestre 2018, celui-ci est également marqué par la notification du marché PCSTORM LOT 4 officialisée en juin 2018. Comme indiqué précédemment, ce marché permettra au Groupe de générer de nouveaux revenus à compter du second semestre 2018 et au cours des exercices futurs, en complément de ceux toujours générés sur les marchés historiques de la messagerie vocale et de la facturation temps réel. Le second semestre 2018 est donc d'ores et déjà bien orienté et les revenus 2018 devraient ainsi être supérieurs à ceux de l'exercice 2017.

### *Evolution des résultats*

La diminution des revenus constatée au premier semestre 2018 (-0,1 M€) n'impacte pas directement le résultat opérationnel courant avant amortissement qui reste positif (+0,2 M€). Le résultat opérationnel courant est quant à lui déficitaire de -1,1 M€ mais progresse cependant de 0,5 M€ sur la période. Enfin, le résultat net, impacté par des effets de change positifs et par des produits fiscaux en diminution, est de -0,9 M€ au 30 juin 2018, en augmentation de 0,4 M€ par rapport au premier semestre 2017.

Les coûts opérationnels sont de 2,5 M€ au premier semestre 2018 contre 2,8 M€ au premier semestre 2017. Cette diminution provient essentiellement d'un contrôle efficace des charges externes, qui diminuent de -0,1 M€ au premier semestre 2018 (diminution des prestations de services, de la sous-traitance et des honoraires), ainsi que de la diminution de la masse salariale "nette", après retraitement des frais de développement activés au 30 juin 2018. Avant activation des frais de personnel liés au développement produits, la masse salariale semestrielle reste stable à 3,1 M€, malgré une progression des effectifs de + 14 personnes au 30 juin 2018 par rapport au 30 juin 2017.

L'impact net de l'activation des frais de développement est de 0,6 M€ et augmente de 0,5 M€ au premier semestre 2018 : le montant brut activé au 30 juin 2018 est de 1,4 M€ contre 1,2 M€ au premier semestre 2017, alors que les amortissements et les reprises de Crédit d'Impôt Recherche sont de -1,1 M€ et 0,3 M€ (contre respectivement -1,5 M€ et 0,4 M€ au 30 juin 2017). L'augmentation des frais de développement activés provient essentiellement de celle des volumes d'heures imputées (hausse des effectifs en Roumanie et en Tunisie). On note également une augmentation du coût horaire moyen en Roumanie.

Après prise en compte d'un résultat financier positif de 0,1 M€ suite à des effets de change favorables au premier semestre 2018 (parité €/USD) et d'un produit fiscal de 0,1 M€ (impôts différés actifs; pour mémoire, les déficits fiscaux sur reports déficitaires français avaient été activés au 30 juin 2017, ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2018), le résultat net ressort négatif à -0,9 M€, en augmentation de 0,4 M€ par rapport au premier semestre 2017.

## 2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2018

### 2.1 Présentation des comptes consolidés

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2018 sont les suivantes :

en K€	30-juin-18	30-juin-17	2017	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	1 000	528	1 326	472
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 560	1 861	3 774	-301
Chiffre d'Affaires Services	97	422	644	-325
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	-	10	10	-10
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 657</b>	<b>2 821</b>	<b>5 754</b>	<b>-164</b>
Achats et variation de stocks	-	-4	-4	4
Charges externes	-1 127	-1 260	-2 326	133
Charges de personnel	-1 646	-1 879	-3 741	233
Autres charges et produits (yc amts)	-963	-1 289	-1 979	326
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-1 079</b>	<b>-1 611</b>	<b>-2 296</b>	<b>532</b>
Autres charges opérationnelles	-	-75	-113	75
Charges / Produits financiers	98	-319	-481	417
Produits d'impôts	83	716	80	-633
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-898</b>	<b>-1 289</b>	<b>-2 810</b>	<b>391</b>

La diminution des revenus (-164 K€) s'explique essentiellement par celle des maintenances (-301 K€) et par celle des services (-325 K€), compensées en partie par la hausse des revenus de licences (+472 K€), ce qui n'était plus le cas depuis plusieurs semestres. Les ventes de licences sont un préalable structurel aux flux de maintenance et de services futurs.

Les charges externes diminuent sur la période (-133 K€) et sont contrôlées de façon efficace par le Groupe. Les diminutions proviennent essentiellement des coûts de sous-traitance et de prestations externes ainsi que des honoraires.

Les charges de personnel sont nettes des frais de R&D activés au premier semestre 2018 (1.406 K€ contre 1.180 K€ au premier semestre 2017). Frais de R&D réintégrés, la masse salariale ressort à 3.052 K€ sur la période contre 3.059 K€ au titre du premier semestre 2017. Cette stabilité s'explique essentiellement par des effets "volume" (augmentation des effectifs en Roumanie et en Tunisie) compensés par des effets "prix" (diminution des commissions commerciales en France). L'effectif global du Groupe fin juin 2018 est de 121 personnes contre 107 fin juin 2017 et 113 fin décembre 2017.

Les autres charges et produits se composent essentiellement des impôts et taxes, des amortissements et des reprises de Crédits d'Impôt Recherche en résultat. Leur variation (-326 K€) s'explique par :

- Des impôts et taxes en diminution de 15 K€ ;
- Des amortissements "nets" en diminution de 258 K€ (amortissements des frais de développement en diminution de 357 K€ à 1.112 K€ au 30 juin 2018 et reprises de CIR en contrepartie en diminution de 90 K€ à 325 K€ au 30 juin 2018), suite à la revue des durées d'amortissement (passage de 1 à 5 ans pour les nouvelles solutions Team On The Run et Team On Mission) effectuée fin 2017;
- des dotations "nettes" aux provisions en diminution de 53 K€.

Au 30 juin 2018, aucune autre charge opérationnelle significative n'est enregistrée alors qu'un montant de 75 K€ l'était au 30 juin 2017, suite à certains coûts salariaux engagés dans le cadre de 2 départs des effectifs français du Groupe.

Le résultat financier semestriel ressort bénéficiaire de 98 K€, en progression significative de 417 K€ par rapport au premier semestre 2017, en raison de l'évolution favorable du change €/USD sur la période.

L'impôt au 30 juin 2018 est un produit de 83 K€ (contre un produit de 716 K€ au 30 juin 2017), suite à l'évolution constatée des résultats semestriels et aux effets fiscaux différés qui en découlent. Le détail et les évolutions entre les différentes périodes présentées sont les suivants :

en M€	HY 2018	HY 2017	2017	Variations
Impôts différés passifs sur activation R&D	0,1	-0,2	0,1	0,3
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,2	0,5	0,1	-0,3
<i>dont filiales françaises</i>	0,1	0,5	-	-0,4
<i>dont filiale américaine</i>	0,1	-	0,1	-
Impôts courants	-	-	-0,1	-
<b>Total produit d'impôts</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une augmentation de 532 K€, suite notamment à la diminution des amortissements des frais de développement et au contrôle efficace des charges externes. Après prise en compte du résultat financier positif (98 K€) et du produit fiscal de 83 K€, le résultat net au 30 juin 2018 reste déficitaire de 898 K€ mais progresse de 391 K€ par rapport au premier semestre 2017.

La situation financière au 30 juin 2018 est la suivante :

En K€	30-juin-18	31-déc-17	30-juin-18	31-déc-17	
Immobilisations incorporelles	6 784	6 489	303	303	Capital
Immobilisations corporelles	290	316	11 532	14 369	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	342	341	-517	-486	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	235	135	-898	-2 810	Résultat net part du Groupe
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>7 651</b>	<b>7 281</b>	<b>10 420</b>	<b>11 376</b>	<b>CAPITAUX PROPRES</b>
Créances clients	2 837	3 571	1 130	-	Passifs financiers
			212	203	Provisions à long terme
			1 160	1 140	Produits fiscaux différés
			-	-	Passifs d'impôts différés
Autres débiteurs	640	660			
			<b>2 502</b>	<b>1 343</b>	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>
Actifs fiscaux	1 029	1 404	368	1 673	Passifs financiers
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 445	4 511	9	6	Provisions à court terme
			396	504	Fournisseurs et autres créditeurs
			945	1 161	Dettes fiscales et sociales
			580	570	Produits fiscaux différés
			1 382	794	Produits constatés d'avance
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>8 951</b>	<b>10 146</b>	<b>3 680</b>	<b>4 708</b>	<b>PASSIFS COURANTS</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>16 602</b>	<b>17 427</b>	<b>16 602</b>	<b>17 427</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>

Le total de la situation financière au 30 juin 2018 est de 16.602 K€. La variation de (825) K€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1.406 K€ en valeur brute. Après prise en compte des amortissements de 1.112 K€ sur la période, l'impact net est donc positif de 294 K€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement ressort ainsi à 6.520 K€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2018 ;
- *Diminution du poste clients (-734 K€)* : cette variation s'explique essentiellement par celle des revenus constatée sur la période. Aucun retard ni risque significatif d'encaissement n'est identifié au 30 juin 2018 ;
- *Diminution des actifs fiscaux (-375 K€)* : ce poste regroupe les créances au titre des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursées par l'Etat français. La variation correspond essentiellement à la provision effectuée au titre du premier semestre 2018 (352 K€) compensée par le remboursement de la créance au titre de 2016, intervenu en mars 2018 pour 728 K€.
- *Diminution de la trésorerie (-66 K€)* : cette variation s'explique par des flux opérationnels positifs (935 K€), en augmentation par rapport aux périodes précédentes, et par des flux d'investissements (développements produits) négatifs (-795 K€), tenant compte du remboursement de 728 K€ indiqué ci-dessus.

Les flux de financement (-206 K€) correspondent quant à eux principalement aux remboursements de l'emprunt obligataire envers le GIAC effectués sur la période.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres (-956 K€)* suite essentiellement au résultat net semestriel du Groupe ;
- *Diminution des dettes financières courantes et non courantes (-175 K€)* suite aux paiements des intérêts et aux remboursements de période de l'emprunt obligataire envers le GIAC ;
- *Diminution des dettes d'exploitation (-324 K€)* : la diminution des soldes fournisseurs (-108 K€) et des dettes sociales et fiscales (-216 K€) provient essentiellement des variations d'activité du Groupe au cours du premier semestre 2018, sans que des éléments spécifiques ne soient à relever ;
- *Stabilité des produits fiscaux différés courants et non courants (+10 K€)* : ces produits fiscaux correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche. Ils sont repris en résultat au même titre que les amortissements pratiqués sur les frais de développement ;
- *Augmentation des produits constatés d'avance (+588 K€)* suite à des décalages de facturation, notamment en ce qui concerne les maintenances. Ces dernières étant pour la plupart facturées annuellement, des régularisations sont nécessaires à la clôture semestrielle. Cet effet n'est pas applicable en clôture annuelle.

Les flux de trésorerie de la période sont détaillés ci-dessous :

(en K€)	HY 2018	HY 2017	FY 2017
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	935	327	240
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-795	-1 172	-1 729
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-206	-46	-465
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-66</b>	<b>-891</b>	<b>-1 954</b>

Les flux de trésorerie opérationnels sont positifs de 935 K€ suite à (i) un résultat de période déficitaire à -898 K€ (ii) une CAF avant impôts négative de 21 K€ mais en progression au premiers semestre 2018, et (iii) une variation de BFR positive de 956 K€ sur la période.

Les flux d'investissements se composent principalement des frais et dépenses de développement (1.460 K€), que le Groupe a continué à maintenir à un niveau élevé au premier semestre 2018, compensés en partie par le remboursement de la créance de Crédit d'Impôt Recherche obtenu en mars 2018 à hauteur de 728 K€.

Les flux de financement, quant à eux, proviennent du paiement du principal et des intérêts de l'emprunt obligataires GIAC, pour un montant global de 175 K€ au titre du premier semestre 2018. Leur augmentation provient d'un effet temps puisque les remboursements trimestriels ont débuté au quatrième trimestre 2017.

## 2.2 Evolutions prévisible et perspectives d'avenir

### *Structure financière solide et développements produits soutenus*

Au 30 juin 2018, dans un contexte de stabilité des revenus, le flux de trésorerie opérationnel reste positif de +0,9 M€, alors que les investissements récurrents réalisés dans le développement des produits, au cours du premier semestre 2018, restent élevés à 1,4 M€.

La structure financière du Groupe reste solide au 30 juin 2018, avec des fonds propres de 10,4 M€ et une trésorerie nette significative de près de 3 M€.

### *Une année 2018 de diversification réussie*

Comme indiqué précédemment, le second semestre 2018 est d'ores et déjà bien orienté et les revenus 2018 devraient ainsi être supérieurs à ceux de l'exercice 2017.

Le marché des communications en environnements critiques (**Team On Mission**) est en pleine structuration. La rupture technologique liée notamment aux réseaux de communication actuels (4G LTE) accompagnant celle liée aux services proposés, modifie les besoins et les moyens d'y répondre. L'appel d'offres français remporté par le Groupe est novateur et ambitieux, mais il est aussi et surtout annonciateur de transformations similaires qui vont impacter à terme toutes les agences gouvernementales et les OIV (Opérateurs d'Importance Vitale).

En parallèle, la gestion de crise en environnement privé devient également une problématique forte et un enjeu actuel important. La pertinence du Groupe dans ce secteur est d'autant plus forte que les solutions proposées embarquent une gestion simple, intuitive et parfaitement évolutive des process (module "My Mission" / "My Business"). Les plateformes proposées sont ainsi de véritables outils de transformation digitale et répondent de façon efficace aux différents défis actuels mêlant temps réel, communication et gestion opérationnelle de crises.

Le Groupe reste donc confiant dans l'avenir de ses solutions **Team On Mission** et **Team On The Run**, dotées d'une technologie disruptive, et dans la perspective de succès commerciaux importants à venir. Sa capacité de résilience et ses moyens financiers lui permettent d'appréhender les prochains mois avec prudence mais assurance.

## 3. Autres informations

### 3.1 Facteurs de risques

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe a fait face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphonique depuis le second semestre 2013. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès notamment de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés ci-après dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2018.

### **3.2 Evénements post clôture**

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié, aussi bien au sein de la Société que du Groupe, pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires présentés et arrêtés au 30 juin 2018.

*Annexe 1 : Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés*

**StreamWIDE**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2018, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, au 30 juin 2018, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant.

Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 30 octobre 2018

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Christophe Pernet

**Groupe STREAMWIDE - Comptes consolidés semestriels - 30 juin 2018**

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2018, 30 juin 2017 et 31 décembre 2017**

<b>en K€</b>	<b>30-juin-18</b>	<b>30-juin-17</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>Note</b>
	<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>	
Licences	1 000	528	1 326	
Maintenance	1 560	1 861	3 774	
Prestations de services	97	422	644	
Ventes tiers	-	10	10	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 657</b>	<b>2 821</b>	<b>5 754</b>	7.1
Achats et variations de stocks	-	-4	-4	7.3
Charges externes	-1 127	-1 260	-2 326	7.3
Impôts et taxes	-27	-42	-53	
Charges de personnel	-1 646	-1 879	-3 741	7.2
Dotations aux amortissements	-1 254	-1 602	-2 524	7.4
Dotations nettes aux provisions	-7	-60	-54	
Autres produits d'exploitation	325	414	651	7.5
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-1 080</b>	<b>-1 611</b>	<b>-2 296</b>	
Autres produits opérationnels	1	0	0	7.5
Autres charges opérationnelles	0	-75	-113	7.5
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-1 079</b>	<b>-1 686</b>	<b>-2 409</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents	4	5	12	
Coût financier Brut	-26	-29	-57	
<b>Coût financier Net</b>	<b>-22</b>	<b>-24</b>	<b>-46</b>	7.6
Autres produits financiers	139	26	40	7.6
Autres charges financières	-19	-321	-474	7.6
Charges / Produits d'impôts	83	716	80	7.7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>-898</b>	<b>-1 289</b>	<b>-2 810</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>Résultat net</b>	<b>-898</b>	<b>-1 289</b>	<b>-2 810</b>	
Part du Groupe	-898	-1 289	-2 810	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	-0,30	-0,43	-0,93	7.8
Résultat dilué par action	-0,30	-0,43	-0,93	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2018 et 31 décembre 2017

En K€	30-juin-18	31-déc-17	Note
Immobilisations incorporelles	6 784	6 489	8.1
Immobilisations corporelles	289	317	8.2
Autres actifs financiers	342	341	8.3
Actifs d'impôts différés	235	135	8.4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>7 651</b>	<b>7 281</b>	
Créances clients	2 837	3 571	8.5
Autres débiteurs	640	660	8.5
Autres actifs fiscaux	1 029	1 404	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 445	4 511	8.6
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>8 951</b>	<b>10 145</b>	
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>16 602</b>	<b>17 427</b>	
Capital	303	303	
Primes	8 504	8 503	
Réserves consolidées	3 029	5 866	
Titres auto détenus	-517	-486	
Résultat net part du Groupe	-898	-2 810	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>10 420</b>	<b>11 376</b>	8.7
Passifs financiers	1 130	-	8.8
Provisions non courantes	212	203	8.9
Produits fiscaux différés	1 160	1 140	8.10
Passifs d'impôts différés	-	-	8.10
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>2 501</b>	<b>1 343</b>	
Passifs financiers	368	1 673	8.8
Provisions courantes	9	6	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	396	503	8.10
Dettes fiscales et sociales	945	1 161	8.10
Produits fiscaux différés	580	570	8.10
Produits constatés d'avance	1 382	794	8.10
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>3 681</b>	<b>4 707</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>16 602</b>	<b>17 427</b>	

• **Etats du résultat global au 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017**

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17
<b>Résultat Net</b>	<b>-898</b>	<b>-1 289</b>	<b>-2 810</b>
Ecarts de conversion	-38	5	17
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies	-	-	-
<b>Total Gains / Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>-38</b>	<b>5</b>	<b>17</b>
<b>Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>-936</b>	<b>-1 284</b>	<b>-2 793</b>

• **Variations des capitaux propres aux 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
<b>Capitaux propres 31 DEC 2016</b>	<b>303</b>	<b>8 503</b>	<b>-153</b>	<b>6 066</b>	<b>-205</b>	<b>8</b>	<b>14 522</b>	<b>0</b>	<b>14 522</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-92	-2			-94		-94
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-1289	5		-1284		-1284
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-12	-12		-12
<b>Capitaux propres 30 JUIN 2017</b>	<b>303</b>	<b>8 503</b>	<b>-245</b>	<b>4 775</b>	<b>-200</b>	<b>-4</b>	<b>13 132</b>	<b>0</b>	<b>13 132</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-241	-7			-248		-248
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-1521	12		-1509		-1509
Variations de périmètre									
Autres mouvements						1	1		1
<b>Capitaux propres 31 DEC 2017</b>	<b>303</b>	<b>8 503</b>	<b>-486</b>	<b>3 247</b>	<b>-188</b>	<b>-3</b>	<b>11 376</b>	<b>0</b>	<b>11 376</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-31	12			-19		-19
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-898	-38		-936		-936
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-1	-1		-1
<b>Capitaux propres 30 JUIN 2018</b>	<b>303</b>	<b>8 503</b>	<b>-517</b>	<b>2 361</b>	<b>-226</b>	<b>-4</b>	<b>10 420</b>	<b>0</b>	<b>10 420</b>

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2018, 31 décembre 2017 et 30 juin 2017**

(En K€)	30-juin-18	31-déc.-17	30-juin-17
<b>Résultat Net consolidé</b>	<b>-898</b>	<b>-2 810</b>	<b>-1 289</b>
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 254	2 524	1 602
Variation des provisions	7	54	60
Autres produits d'exploitation (*)	-323	-649	-414
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>40</i>	<i>-881</i>	<i>-41</i>
Coût de l'endettement financier net	22	46	24
Charge d'impôts sur le résultat	-83	-80	-716
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>-21</i>	<i>-915</i>	<i>-733</i>
Variation actifs	397	2 094	1 798
Variation passifs	559	-939	-738
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>956</i>	<i>1 155</i>	<i>1 060</i>
Impôts versés			
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>935</b>	<b>240</b>	<b>327</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 521	-2 520	-1 244
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-2	21	72
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	728	770	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-795</b>	<b>-1 729</b>	<b>-1 172</b>
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	-175	-132	-46
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	-31	-333	-
Autres flux liés aux opérations de financement			
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-206</b>	<b>-465</b>	<b>-46</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-66</b>	<b>-1 954</b>	<b>-891</b>
Trésorerie début de période	4 511	6 465	6 465
Trésorerie fin de période	4 445	4 511	5 574

(\*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(\*\*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche enregistrés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

## **1. Informations sur la Société et le Groupe**

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché des applications, notamment entreprises, avec les solutions **Team On The Run** et **Team On Mission**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, l'Argentine et Singapour, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la profitabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (ex Alternext) d'Euronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2018 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 14 septembre 2018.

## **2. Evénements significatifs de la période**

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant rappeler les points suivants :

- *Activité historique atone* : le contexte sectoriel des télécommunications reste incertain et les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme.
- *Notification du marché PCSTORM LOT 4 officialisée en juin 2018* : ce marché permettra au Groupe de générer de nouveaux revenus à compter du second semestre 2018 et au cours des exercices futurs.
- *Crédit d'Impôt Recherche* : la créance au titre de 2016 a été remboursée en mars 2018 et celle au titre de 2017 devrait l'être au cours du second semestre 2018.
- *Revue des durées d'amortissement effectuée fin 2017* : suite au succès commercial des nouvelles solutions (TOTR/TOM) en France, la durée de leur amortissement a été allongée de 1 an à 5 ans. Les amortissements du premier semestre 2018 diminuent ainsi de -357 K€ par rapport à ceux constatés au premier semestre 2017.

### **3. Présentation et base de préparation des états financiers**

#### **3.1 Référentiel comptable**

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2018 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*"International Financial Reporting Standards"*) publié par l'IASB (*"International Accounting Standard Board"*) au 30 juin 2018 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

#### **3.2 Principes retenus**

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

##### ***3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018***

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés semestriels du Groupe StreamWIDE, il n'y a pas de divergence entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2018 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels du Groupe arrêtés au 31 décembre 2017.

L'application aux états financiers du Groupe des nouvelles normes, interprétations et amendements entrés en vigueur en 2018, mais non encore adoptés par l'Union Européenne, a été reportée.

##### *Application de la norme IFRS 16 "Contrats de location"*

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16. Cette norme conduira les entreprises louant des actifs significatifs dans le cadre de leur activité à reconnaître un actif et une dette financière correspondants à l'engagement de location. L'entrée en vigueur de cette norme est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le Groupe devra ainsi procéder à l'évaluation des incidences d'IFRS 16 dans ses comptes. Les travaux d'analyse sont en cours afin d'en préciser les montants.

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe StreamWIDE n'identifie pas d'incidences significatives sur les comptes consolidés du Groupe :

##### *Application de la norme IFRS 9 "Instruments financiers"*

La norme IFRS 9, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, remplace la norme IAS 39 "Instruments financiers, comptabilisation et évaluation". Elle traite donc des règles applicables aux instruments financiers dans trois domaines principaux :

- le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers,
- la dépréciation des créances et,
- la comptabilité de couverture.

Il n'a pas été identifié d'impact significatif pour le Groupe suite à l'application des différents volets de la norme IFRS 9 au 30 juin 2018.

*Application de la norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients"*

La norme IFRS 15, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, remplace les normes IAS 11 "Contrats de construction" et IAS 18 "Produits des activités ordinaires". Les travaux réalisés par le Groupe en 2017 n'ont pas décelé de divergence significative entre les principes IFRS 15 et les principes comptables déjà appliqués par le Groupe. Ainsi, aucun impact significatif n'a été constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et 30 juin 2018.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017.

### **3.2.2 Principes de présentation**

*Etat de la situation financière*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

*Compte de résultat et état du résultat global*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global.

Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé présente une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## **4. Principes, règles et méthodes comptables**

### **4.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation. Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2018, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2018 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

#### **4.2 Monnaies étrangères**

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND, Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

#### **4.3 Comptabilisation des produits**

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

#### **4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche**

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

#### **4.5 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

**Les frais de développement** ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

#### **4.6 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

#### **4.7 Dépréciation d'actifs**

##### ***Ecarts d'acquisition***

Au 30 juin 2018, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

### ***Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

## **4.8 Instruments financiers**

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

### ***Autres actifs financiers***

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

#### ***Dépôts de garantie***

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

#### ***Autres actifs financiers non courants***

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

### ***Titres auto-détenus***

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

### ***Créances clients et autres débiteurs***

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

### ***Passifs financiers courants et non courants***

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels.

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2018, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

### ***Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance***

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

## **4.9 Avantages du personnel**

### ***Retraites***

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

#### ***Autres avantages accordés aux salariés***

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

#### ***Paiements fondés sur des actions***

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2018, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites, entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 2, n'a cours au sein du Groupe.

#### **4.10 Provisions et passifs éventuels**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

#### **4.11 Produit / Charge d'impôts et impôts différés**

La rubrique "produit/charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

#### **4.12 Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

## 5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- *La méthode de comptabilisation des frais de développement* et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- *La détermination des provisions à long et court terme*, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- *La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédits d'impôt recherche)*. Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

## 6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2018	12.2017	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - Imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.
StreamWIDE PTE LTD	141 Cecil Street 10.01- T.A.A Building 069541 SINGAPORE	100	-	I.G.

**StreamWIDE Romania** a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

**StreamWIDE Inc** a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

**Beijing StreamWIDE Technology** a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

**StreamWIDE France SAS** a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis la création. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

**StreamWIDE Tunisie SARL** a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

**StreamWIDE PTE LTD** a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société singapourienne permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Pour mémoire, un établissement fiscal stable a été ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la Société StreamWIDE SA. Deux filiales anglaises (Bzoo Networks LTD et StreamWIDE LTD) ont été créées en mai 2013 mais n'ont enregistré aucune activité depuis. La société Bzoo Networks a d'ailleurs été dissoute début 2018.

## 7. Notes sur le compte de résultat consolidé

### 7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Licences	1 000	528	1 326	472
Maintenance	1 560	1 861	3 774	-301
Prestations de services	97	422	644	-325
Ventes Tiers	-	10	10	-10
<b>TOTAL CA</b>	<b>2 657</b>	<b>2 821</b>	<b>5 754</b>	<b>-164</b>
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

L'activité du Groupe au premier semestre 2018 lui permet donc d'enregistrer des revenus globalement stables par rapport au premier semestre 2017, bien que leurs évolutions par nature soient hétérogènes :

- (i) *Licences* : les revenus de licences progressent de nouveau après plusieurs semestres de décroissance. Si l'activité historique représente encore près de 75% des revenus de licences (un quart de ces licences concernent de nouveaux clients), 25% de ces revenus sont maintenant générés par les nouvelles solutions [Team On The Run](#) et [Team On Mission](#).
- (ii) *Maintenance* : les revenus de maintenance accusent une diminution de 0,3 M€ au cours du premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017. Cette évolution n'est que conjoncturelle de par la nature même de ces revenus.
- (iii) *Services* : les revenus liés aux services sont également en diminution de 0,3 M€ suite aux différents projets menés en 2017. Ces revenus étant induits postérieurement par les revenus de licences, la progression de ces derniers au premier semestre 2018 devraient permettre aux services de retrouver une évolution positive au second semestre de l'exercice.

## 7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Salaires et traitements	1 235	1 400	2 799	-165
Charges sociales	411	479	942	-68
Avantages du personnel	-	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>1 646</b>	<b>1 879</b>	<b>3 741</b>	<b>-233</b>

  

	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Cadres	121	107	114	14
Non Cadres	-	-	-	-
<b>TOTAL Effectif</b>	<b>121</b>	<b>107</b>	<b>114</b>	<b>14</b>

Au même titre que sur les périodes antérieures, les coûts salariaux directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2018.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2018 représente 1.406 K€ contre 1.180 K€ au 30 juin 2017 (et 2.299 K€ au 31 décembre 2017). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes", telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Salaires et traitements	1 235	1 400	2 799	-165
Charges sociales	411	479	942	-68
Avantages du personnel	-	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>1 646</b>	<b>1 879</b>	<b>3 741</b>	<b>-233</b>

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, diminuent donc sur la période de -233 K€. Cette diminution s'explique principalement par (i) un effet prix en France où les commissions commerciales ont été moins importantes au premier semestre 2018 qu'au premier semestre 2017 et (ii) un effet volume notamment en Roumanie (+9 personnes par rapport au 30 juin 2017) et en Tunisie (+7 personnes par rapport au 30 juin 2017).

Au 30 juin 2018, l'effectif total du Groupe s'élève à 121 personnes, contre 114 fin 2017 et 107 au 30 juin 2017. Les effectifs de R&D, dédiés notamment au développement des nouvelles solutions **Team On The Run** et **Team On Mission** ont augmenté sur la période, démontrant la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant à investir significativement en R&D, comme il le fait depuis plusieurs années.

L'impact du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi n'est pas significatif pour le Groupe, car les salaires moyens sont majoritairement supérieurs aux montants concernés par cette mesure.

### 7.3 Achats et charges externes

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Achats de marchandises	-	4	4	-4
Variations de stock	-	-	-	-
<b>TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-4</b>
Achats études et prestations de services	14	59	28	-45
Achats non stockés de marchandises	62	52	101	10
Sous traitance	8	30	178	-22
Locations et charges locatives	312	316	619	-4
Entretiens, réparations et maintenance	76	97	45	-21
Assurances	44	45	74	-1
Commissions et honoraires	181	235	457	-54
Publicités, expositions et insertions	101	109	175	-8
Transports, déplacements et missions	120	125	238	-5
Affranchissements et télécoms	109	99	222	10
Redevances	42	44	85	-2
Autres	57	49	106	8
<b>TOTAL CHARGES EXTERNES</b>	<b>1 127</b>	<b>1 260</b>	<b>2 326</b>	<b>-133</b>

Les charges externes sont en diminution de -133 K€ sur la période. Les principales diminutions concernent les prestations de services ainsi que les honoraires. Aucune autre variation n'appelle de commentaire particulier. L'ensemble des coûts opérationnels reste maîtrisé au premier semestre 2018.

### 7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1 167	1 523	2 360	-356
<i>dont frais de recherche et développement</i>	<i>1 112</i>	<i>1 469</i>	<i>2 357</i>	<i>-357</i>
Dotations aux amortissements corporels	87	79	164	8
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>1 254</b>	<b>1 602</b>	<b>2 524</b>	<b>-348</b>
Dotations aux provisions	13	69	80	-56
Reprises de provisions	-6	-9	-26	3
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>7</b>	<b>60</b>	<b>54</b>	<b>-53</b>

Les principales dotations de la période concernent, comme les périodes précédentes, les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Ces derniers représentent 1.112 K€ au 30 juin 2018 contre 1.469 K€ au premier semestre 2017, soit une diminution de -357 K€. Cette diminution fait suite à la modification des durées d'amortissement intervenu fin 2017 notamment pour les nouveaux projets [Team On The Run](#) et [Team On Mission](#), après avoir enregistré un premier succès commercial significatif en France.

Outre cette modification des durées d'amortissement liée aux valeurs d'utilité, les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées toute au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre depuis quelques semestres. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2018 est de 6.520 K€ (confère note 8.1 – Immobilisations incorporelles). La valeur nette des solutions historiques (messagerie vocale, prépayé...) est de 2.550 K€. Elle est couverte par environ 10 mois de revenus de maintenance. Concernant les nouvelles solutions, la valeur nette de 3.970 K€ est couverte et étayée par plusieurs projets actifs (dont notamment le marché PCSTORM avec la Ministère de l'Intérieur français) qui devraient permettre de générer des revenus importants dans les prochains mois. La position du Groupe est donc conservatrice et n'implique pas, globalement, de risque significatif concernant la valeur nette des actifs concernés.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (13 K€), non significatives, correspondent principalement à des pertes de valeur complémentaires constatées sur des créances client non recouvrées à date.

## 7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (325 K€ au 30 juin 2018) correspondent essentiellement à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote-part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements incorporels liés aux frais de développement étant en diminution sur la période, les reprises de crédits d'impôt recherche en résultat le sont également.

Les autres charges / produits opérationnels (1 K€) ne sont pas significatifs au 30 juin 2018.

## 7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Produits sur placements de trésorerie	4	5	12	-1
Coût financier brut	-26	-29	-58	3
<b>Coût financier net (charges nettes)</b>	<b>-22</b>	<b>-24</b>	<b>-46</b>	<b>2</b>
Gains de change	139	26	40	113
Pertes de change	-19	-321	-475	302
Produits nets de cessions d'actifs		-	-	-
<b>Total Impact Financier</b>	<b>98</b>	<b>-319</b>	<b>-481</b>	<b>417</b>

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau sur la période s'explique par des taux de rémunération quasi nuls.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis par le GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé à partir du quatrième trimestre 2017). L'emprunt HSBC (900 K€ souscrit en février 2012) ayant été remboursé intégralement au cours du premier trimestre 2017, les intérêts sont en légère diminution au premier semestre 2018.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), comptabilisées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USD au cours du premier semestre 2018 a été favorable au Groupe, ce qui n'était pas le cas au premier semestre 2017. Au 30 juin 2018, le Groupe n'utilise toujours pas d'instrument de couverture, dans la mesure où les flux entrants en dollars américains couvrent tout ou partie des flux sortants sur la période.

#### *Risque de change*

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain, TND Tunisien et SGD Singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette excédentaire au 30 juin 2018.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples, de type change à terme, pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

#### *Autres risques financiers*

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

## 7.7 Produit d'impôts

Le produit d'impôts est de 83 K€ au 30 juin 2018 (contre 716 K€ au 30 juin 2017 et 80 K€ au 31 décembre 2017) et se décompose comme suit :

<b>En K€</b>	<b>30-juin-18</b>	<b>30-juin-17</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>Variation</b>
Impôts exigibles	11	25	96	-14
Impôts différés	-94	-741	-176	647
<b>Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)</b>	<b>-83</b>	<b>-716</b>	<b>-80</b>	<b>633</b>

Les impôts exigibles ne sont pas significatifs au 30 juin 2018. Ils sont représentés essentiellement par des retenues à la source que le Groupe ne peut pas récupérer (11 K€). Pour mémoire, les sociétés françaises ne décaissant pas d'impôt annuel, ces retenues à la source ne sont imputables sur aucun impôt payé. Elles sont donc de facto conservées en charge de période.

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 94 K€) sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". Le principal produit fiscal différé (269 K€, y compris écart de change) provient de l'activation des reports déficitaires de période au niveau des filiales française et américaine, de l'ajustement du taux futur d'imposition (taux retenu au 30 juin 2018 à hauteur de 31%) pour tenir compte de sa diminution programmée d'ici 2022 (impôts différés passifs de 229 K€), ainsi que de l'augmentation de la valeur nette des frais de développement activés au premier semestre 2018 (+294 K€ vs +39 K€ en 2017), générant un impôt différé actif de 60 K€ au 30 juin 2018.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2018 :

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17
Résultat opérationnel	-1 079	-1 686	-2 409
Coût de l'endettement financier net	-22	-24	-46
Autres produits et charges financiers	120	-295	-435
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>-981</b>	<b>-2 005</b>	<b>-2 890</b>
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	<b>-327</b>	<b>-668</b>	<b>-963</b>
Impôt courant	96	25	96
Impôt différé	-176	-741	-176
<b>Impôt réel</b>	<b>-80</b>	<b>-716</b>	<b>-80</b>
Taux d'impôt réel	8,15%	35,71%	2,77%
Ecart sur taux	-25,18%	2,38%	-30,56%
<b>Ecart sur impôt</b>	<b>247</b>	<b>-48</b>	<b>883</b>
<hr style="border: 1px solid black;"/>			
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice	-	-	-
Déficits créés dans l'exercice	314	-	1 033
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	8	22	56
Différences permanentes et autres éléments	-75	-70	-206
	<b>247</b>	<b>-48</b>	<b>883</b>

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2018, les reprises sont de 325 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (100) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments" ;
- (ii) Les retenues à la source non récupérables (11 K€ au niveau des sociétés françaises) et autres crédit d'impôt (-3 K€) créent également une différence entre l'impôt théorique et réel ;
- (iii) Enfin, certains reports déficitaires ont été calculés avec un taux de 31% (contre 33,33% antérieurement) pour tenir compte des dernières décisions légales et réglementaires françaises. Par ailleurs, les reports déficitaires de période n'ont pas été activés au 30 juin 2018, ce qui implique un écart global de 314 K€ entre l'impôt réel et l'impôt théorique.

Au 30 juin 2018, le report déficitaire propre à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont, quant à eux, de 9.300 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 10.755 K€ au 30 juin 2018. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 608 K€ au 30 juin 2018 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

## 7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2017	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>3 079 529</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>3 079 529</b>
Au 31 décembre 2017	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2017	3 029 962	10 391	3 019 571	503 237
30.01.2018		148	3 019 423	502 662
28.02.2018		3 454	3 015 969	502 802
31.03.2018	6	-839	3 016 814	502 671
30.04.2018		791	3 016 023	502 523
31.05.2018		886	3 015 137	502 740
30.06.2018		-1 302	3 016 439	0
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>3 016 634</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>3 016 634</b>

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle).

Au 31 décembre 2017, le nombre de BSA restant à exercer était le suivant (i) BSA 1 : 3.013.226; (ii) BSA 2 : 1.927.500 et (iii) BSA 3 : 315.000, soit un total de 5.255.726 BSA.

Au cours du premier semestre 2018, les BSA 2 et BSA 3 ont été prorogés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les BSA 1 deviendront, quant à eux, caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Au 30 juin 2018, le nombre de BSA restant à exercer est donc de 5.255.726, soit 350.381 actions nouvelles potentielles (soit 11,56% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Les résultats de base et dilué par action sont les suivants aux 30 juin 2018, 30 juin 2017 et 31 décembre 2017 :

<b>En K€</b>	<b>30-juin-18</b>	<b>30-juin-17</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>Variation</b>
Résultat Net Part du Groupe	-898	-1 289	-2 810	391
Effet net d'impôt des actions dilutives	-	-	-	-
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>-898</b>	<b>-1 289</b>	<b>-2 810</b>	<b>391</b>
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>3 016 634</i>	<i>2 996 862</i>	<i>3 079 529</i>	<i>19 772</i>
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	-
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>3 016 634</i>	<i>2 996 862</i>	<i>3 079 529</i>	<i>19 772</i>
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>-0,30</b>	<b>-0,43</b>	<b>-0,91</b>	<b>0,13</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>-0,30</b>	<b>-0,43</b>	<b>-0,91</b>	<b>0,13</b>

Au cours du premier semestre 2018, le prix d'exercice des BSA étant hors marché, les 351.381 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives. Le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

## 8. Notes sur l'état de la situation financière

### 8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-17	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-18
Frais de développement	23 413	1 406		24 819
Concessions, brevets et licences	812	54		866
Autres immobilisations incorporelles	28	3		31
<b>Valeurs brutes</b>	<b>24 253</b>	<b>1 463</b>	<b>0</b>	<b>25 716</b>
Frais de développement	-17 187	-1 112		-18 299
Concessions, brevets et licences	-557	-52		-609
Autres immobilisations incorporelles	-20	-4		-24
<b>Amortissements</b>	<b>-17 764</b>	<b>-1 168</b>	<b>0</b>	<b>-18 932</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6 489</b>	<b>295</b>	<b>0</b>	<b>6 784</b>

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre 2018 sont de 1.406 K€ contre 1.180 K€ au premier semestre 2017 et 2.299 K€ en 2017. L'évolution sur la période s'explique principalement par une augmentation des heures imputées aux développements. Cela n'a pas eu d'impact sur les différentes "releases" produits effectuées tout au long du semestre. Le coût horaire moyen de développement est quasi stable sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variation
Frais de développement activés	1 406	1 180	2 299	-893
Amortissements de la période	-1 112	-1 469	-2 260	1 148
Frais de développement cumulés	24 819	22 294	23 413	1 406
Amortissements cumulés	-18 299	-16 396	-17 187	-1 112
<b>Valeur nette</b>	<b>6 520</b>	<b>5 898</b>	<b>6 226</b>	<b>294</b>

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés.

Suite à la revue des durées d'amortissement effectuée fin 2017 et à leur allongement notamment sur les nouvelles solutions développées et commercialisées avec succès en France début 2018 (amortissement sur 5 ans au lieu de 1 an), les amortissements de période diminuent de -357 K€ par rapport à ceux constatés au premier semestre 2017.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

## 8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-17	Acquisitions	Cessions	30-juin-18
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 808	72		1 880
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 854</b>	<b>72</b>	<b>0</b>	<b>1 926</b>
Installations techniques	-37	-2		-39
Installations générales, matériel, bureau	-1 500	-98		-1 598
<b>Amortissements</b>	<b>-1 537</b>	<b>-100</b>	<b>0</b>	<b>-1 637</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>317</b>	<b>-28</b>	<b>0</b>	<b>289</b>

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions / cessions notamment de matériel informatique expliquent les variations constatées sur la période.

## 8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-17	Acquisitions	Cessions	30-juin-18
Dépôts de garantie	269			269
Autres actifs financiers non courants	72	21	-20	73
<b>Valeurs brutes</b>	<b>341</b>	<b>21</b>	<b>-20</b>	<b>342</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>341</b>	<b>21</b>	<b>-20</b>	<b>342</b>

Les autres actifs financiers comprennent principalement:

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ;

- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (52 K€ au 30 juin 2018 et 72 K€ au 31 décembre 2017), suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2018.

#### 8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
<b>Valeur nette au 30 juin 2017</b>	<b>2 620</b>	<b>176</b>	<b>-1 960</b>	<b>-136</b>	<b>700</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2017</b>	<b>2 102</b>	<b>199</b>	<b>-2 075</b>	<b>-91</b>	<b>135</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>135</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-</i>
Variations Actif	254	-2	60		
Variations Passif					
Ecart sur taux	-199	-13			
<b>Valeur nette au 30 juin 2018</b>	<b>2 157</b>	<b>184</b>	<b>-2 015</b>	<b>-91</b>	<b>235</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>235</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-</i>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.157 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2018 :

- sur déficits fiscaux français : 1.971 K€ (2.029 K€ au 31 décembre 2017)
- sur déficits fiscaux américains : 186 K€ (73 K€ au 31 décembre 2017)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux positifs depuis 2013. Cependant, au 30 juin 2018, le résultat fiscal est négatif. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires restant au 30 juin 2018 (solde de 608 K€). Les impôts différés actifs sous-jacents (186 K€ contre 73 K€ au 31 décembre 2017) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière semestrielle et leur variation constatée en résultat de période.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2018, représentant 451 K€ d'actifs d'impôts différés, en tenant compte du taux de 31% vs 33,33% retenu lors des exercices précédent ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 9.300 K€ de reports déficitaires (dont 664 K€ provenant de StreamWIDE France). Fin 2017, le montant des déficits non activés était de 3.444 K€. Les actifs d'impôts différés ressortaient donc à 1.544 K€. Au 30 juin 2018, en tenant compte du déficit de période et de l'ajustement des taux suite aux nouvelles législations fiscales françaises, le montant des *actifs d'impôts différés sur déficits* est de 1.520 K€ ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charge dans les comptes sociaux s'établit à 6.520 K€ au 30 juin 2018, générant un montant d'*impôts différés passifs* de 2.015 K€ ;

- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 184 K€ (dont 15 K€ d'impôts différés passifs au titre du premier semestre 2018), et les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 91 K€ d'impôts différés passifs.

La position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif net de 49 K€.

## 8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-18	31-déc-17	Variation
Créances clients	2 837	3 571	-734
Autres débiteurs	640	660	-20
Autres actifs fiscaux	1 029	1 404	-375
<b>Total Net</b>	<b>4 506</b>	<b>5 635</b>	<b>-1 129</b>

### Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 :

En K€	31-déc-17	Augmentation	Diminution	30-juin-18
Créances clients brutes	3 825		-731	3 094
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 471			1 936
Pertes de valeur	-254	-3		-257
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 571</b>	<b>-3</b>	<b>-731</b>	<b>2 837</b>

La diminution du poste client provient essentiellement de celle constatée au niveau des revenus au premier semestre 2018. Par ailleurs, de par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives (montant global de 1.936 K€ au 30 juin 2018) peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 91% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encaissements enregistrés pendant l'été 2018 confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé par le Groupe.

**Balance Agée au 31 décembre 2017**

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 562	2 855	369	338	
<i>dont FAE</i>	1 471	1 471			
Créances douteuses brutes	263				263
Pertes de valeur	-254				-254
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 571</b>	<b>2 855</b>	<b>369</b>	<b>338</b>	<b>9</b>
		80%	10%	9%	0%

**Balance Agée au 30 juin 2018**

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	2 827	2 434	133	260	
<i>dont FAE</i>	1 936	1 936			
Créances douteuses brutes	267				267
Pertes de valeur	-257				-257
<b>Créances clients nettes</b>	<b>2 837</b>	<b>2 434</b>	<b>133</b>	<b>260</b>	<b>10</b>
		86%	5%	9%	0%

Au 30 juin 2018, les créances non échues correspondent à des factures à émettre pour un montant global de 1.936 K€, dont près de 62% sont représentées par 3 factures identifiées envers 3 clients. Ces factures seront établies au second semestre 2018, conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2017, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 1.471 K€ de factures à établir, composé à près de 82% par 4 factures significatives envers 4 clients seulement.

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (267 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés (8 clients représentant 92% des créances douteuses). Ces créances sont provisionnées à 100%.

*Autres débiteurs*

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 283 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 250 K€. Le solde est principalement composé d'avances versées à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques (50 K€).

*Autres actifs fiscaux*

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement composés des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2018, ce solde CIR est de 987 K€ et comprend (i) un montant de 635 K€ au titre du CIR 2017 et (ii) un montant de 352 K€ comptabilisé au titre du CIR 2018. Le remboursement anticipé demandé pour le CIR 2016 (728 K€) a été effectué en mars 2018. Le remboursement de la créance au titre de 2017 (635 K€) devrait intervenir au second semestre de l'exercice. A noter également le crédit d'impôt mécénat pour 33 K€ au 30 juin 2018.

## Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2017

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	3 571	3 571		3 571	
Autres débiteurs	660	660		660	
Autres actifs fiscaux	1 404	1 404		1 404	
Equivalent de trésorerie	936	936	936		
Trésorerie	3 575	3 575	3 575		
<b>Total créances nettes</b>	<b>10 146</b>	<b>10 146</b>	<b>4 511</b>	<b>5 635</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2018

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	2 837	2 837		2 837	
Autres débiteurs	640	640		640	
Autres actifs fiscaux	1 029	1 029		1 029	
Equivalent de trésorerie	931	931	931		
Trésorerie	3 514	3 514	3 514		
<b>Total créances nettes</b>	<b>8 951</b>	<b>8 951</b>	<b>4 445</b>	<b>4 506</b>	<b>-</b>

Au cours du premier semestre 2018, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 781 K€, soit près de 39% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 34% du chiffre d'affaires annuel en 2017 et 39% du chiffre d'affaires au premier semestre 2017).

## 8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<u>En K€</u>	<u>30-juin-18</u>	<u>31-déc-17</u>	<u>30-juin-17</u>	<u>Variation</u>
Placements à terme	931	936	872	-5
Comptes courants bancaires	3 514	3 575	4 702	-61
<b>Total</b>	<b>4 445</b>	<b>4 511</b>	<b>5 574</b>	<b>-66</b>

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits auprès de la Société Générale et de l'UIB tunisienne pour 931 K€. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 4.445 K€ au 30 juin 2018, en diminution de (66) K€ par rapport à la clôture annuelle 2017. Cette évolution s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs de 935 K€*, en augmentation de 608 K€ par rapport au premier semestre 2017 et 695 K€ par rapport à 2017. Cette augmentation s'explique principalement par celle du résultat semestriel 2018 (+ 391 K€ par rapport au 30 juin 2017 et + 1.912 K€ par rapport à 2017), compensée partiellement par l'impact des amortissements et les effets fiscaux,
- (ii) *des flux nets d'investissements à hauteur de 795 K€*, liés principalement aux investissements en R&D récurrents (mais supérieurs au premier semestre 2018 à ce qu'ils étaient au premier semestre 2017). A noter cependant que le remboursement des créances CIR 2016 en mars 2018 (728 K€) vient d'autant réduire ces flux nets d'investissements alors que ce n'était pas le cas au premier semestre 2017 ;
- (iii) *des flux nets de financement négatifs de 206 K€* (contre -46 K€ au premier semestre 2017), correspondant principalement aux remboursements de période de l'emprunt obligataire émis en juillet 2013 auprès du GIAC (durée de 9 ans et taux variable Euribor 3 mois + 3,05%). Leur augmentation s'explique par un début des remboursements à compter seulement du quatrième trimestre 2017, n'impactant donc pas les flux du premier semestre 2017.

#### *Risque sur actions et autres placements*

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2018, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 931 K€. Le Groupe dispose également d'un compte courant rémunéré, dont le solde est de 1.000 K€ au 30 juin 2018. Ce solde n'est que conjoncturel et devrait rapidement diminuer au cours de l'été 2018.

## 8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-18	31-déc-17	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'émission	8 504	8 502	2
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	2 100	3 027	-927
Titres auto détenus	-517	-486	-31
<b>Total</b>	<b>10 420</b>	<b>11 376</b>	<b>-956</b>

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.968 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune.

La prime d'émission (8.504 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). Lors de l'attribution et de la souscription des BSA en juin 2015, une prime supplémentaire de 16 K€ a également été enregistrée. Les augmentations de capital définitives ne seront constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (2.100 K€), le montant obtenu (2.130 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (2.360 K€), "gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres" (-226 K€) et "autres mouvements" (-4 K€).

Le montant en "Titres auto-détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et opérée par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

#### Titres autodétenus

	31-déc-17	Acquisitions	Cessions	30-juin-18
<b>En nombre d'actions</b>	100 487	11 940	-8 802	<b>103 625</b>
<b>En montants (€uro)</b>	485 649	74 036	-42 713	<b>516 972</b>

Au 30 juin 2018, le contrat est investi à hauteur de 13.529 actions de la société contre 10.391 au 31 décembre 2017, et présente un solde de liquidité de 52 K€ contre 72 K€ au 31 décembre 2017 (confer note 8.3 "Autres actifs financiers"). Au cours du premier semestre 2018, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 11.940 (au cours moyen de 6,20 €), et le nombre d'actions cédées à 8.802 (au cours moyen de 6,34 € pour un prix de revient moyen de 4,85 €). La plus-value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 13 K€.

En 2017, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, la Société a également acquis 90.096 titres au cours moyen unitaire de 4,80 €. Aucune transaction de ce type n'a eu lieu au cours du premier semestre 2018.

## 8.8 Passifs financiers courants et non courants

<b>Passifs financiers non courants (en K€)</b>	30-juin-18	31-déc-17	Variation
Emprunts bancaires et obligataires	1 130	-	1 130
<b>Total</b>	<b>1 130</b>	<b>0</b>	<b>1 130</b>
<b>Passifs financiers courants (en K€)</b>	30-juin-18	31-déc-17	Variation
Emprunts bancaires et obligataires	368	1 673	-1 305
<b>Total</b>	<b>368</b>	<b>1 673</b>	<b>-1 305</b>

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement de 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%.

Au 30 juin 2018, le solde de l'emprunt obligataire est de 1.497 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel (90 K€) est effectif depuis octobre 2017.

La partie classée en passifs financiers courants correspond aux échéances à 12 mois, soit 4 trimestres, soit 360 K€.

Au 31 décembre 2017, la totalité de l'emprunt obligataire avait été classée en passifs financiers courants dans l'attente d'un accord avec le GIAC, pour éviter l'exigibilité immédiate de la dette, suite au non-respect d'un des ratios financiers fin 2017. Au second trimestre 2018, le Groupe a nanti un montant de 675 K€ au profit du GIAC pour renforcer les garanties liées à l'emprunt. Ce nantissement sera levé dès que le ratio relatif à la capacité d'autofinancement sera à nouveau respecté, sur la base des comptes annuels consolidés. Suite à cet accord, l'emprunt obligataire est à nouveau classé en passifs financiers non courants / courants en fonction de l'échéance des remboursements.

La dette financière est assortie de ratios financiers, qui se résument comme suit (confer note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe et ne sont donc pas applicables au 30 juin 2018.

#### *Risque de taux*

Les dettes financières du Groupe supportent un taux variable : emprunt obligataire au taux annuel Euribor 3 mois + 3,05%.

Au premier semestre 2018, le taux moyen Euribor 3 mois (moyenne des premiers taux mensuels) ressort à -0,327%. Les variations constatées (taux le plus haut, taux le plus bas) ne sont pas significatives et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait des charges financières annuelles supplémentaires de 15 K€.

## 8.9 Provisions

<b>Provisions Non Courantes (en K€)</b>	<b>30-juin-18</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>Variations</b>
Avantages du personnel	212	203	9
<b>Total Provisions</b>	<b>212</b>	<b>203</b>	<b>9</b>
<b>Provisions Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-15</b>	<b>Variations</b>
Litiges	9	6	3
<b>Total Provisions</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>3</b>

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>	<b>Litiges</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>203</b>	<b>6</b>
Dotations	9	3
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>212</b>	<b>9</b>

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 3 K€ relative aux crédits d'impôt mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière qui devraient être versées lors du départ à la retraite des salariés.

#### *Avantages du personnel*

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec).

Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	<b>30-juin-18</b>	<b>31-déc-17</b>
Taux d'actualisation	1,50%	1,45%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2018, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais respectent cependant les hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2017).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>203</b>
Coûts des services rendus	9
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	-2
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>212</b>

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2018 s'élève donc à 9 K€ (essentiellement sous l'impact du coût des services rendus). Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

#### *Autres avantages du personnel*

Aucun autre programme de cette nature n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2018.

### **8.10 Autres passifs courants et non courants**

<b>en K€</b>	<b>30-juin-18</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>Variations</b>
Produits fiscaux différés non courants	1 160	1 140	20
Produits fiscaux différés courants	580	570	10
Passifs d'impôts différés	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	396	503	-107
Dettes sociales	413	513	-100
Dettes fiscales	532	648	-116
Produits constatés d'avance	1 382	794	588
<b>Total autres passifs</b>	<b>4 463</b>	<b>4 168</b>	<b>295</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable, compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

*Les produits fiscaux différés*, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés (frais de développement). La règle d'amortissement retenue par le Groupe est un amortissement linéaire moyen sur 3 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2017, le solde de 1.710 K€ se détaillait comme suit :

-	au titre de l'exercice 2015 :	347 K€
-	au titre de l'exercice 2016 :	728 K€
-	au titre de l'exercice 2017 :	635 K€

Au premier semestre 2018, une reprise de CIR à hauteur de 323 K€ (confère note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles") a été enregistrée en contrepartie des amortissements constatés. Cette reprise diminue donc d'autant le solde du CIR à reprendre au titre de l'exercice 2015.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2018 est de 1.740 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2015 :	25 K€
- au titre de l'exercice 2016 :	728 K€
- au titre de l'exercice 2017 :	635 K€
- au titre du premier semestre 2018 :	352 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2014 ont été entièrement imputés ainsi que la majorité de ceux de 2015, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.

*Les passifs d'impôts différés*, considérés comme non courants, sont nuls au 30 juin 2018 comme au 31 décembre 2017.

Les *fournisseurs et autres créditeurs* diminuent au 30 juin 2018 par rapport au premier semestre 2017, suite au cours normale de l'activité et sans appeler de commentaire particulier.

Les *dettes sociales* concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2018, et ont été réglées en juillet 2018. Leur variation n'est pas significative et reste cohérente avec celle de la masse salariale.

Les *dettes fiscales* se composent essentiellement des comptes de TVA, notamment sur les factures à émettre provisionnées au 30 juin 2018. Leur variation n'appelle pas de commentaire particulier et reste en ligne avec l'activité du Groupe eu premier semestre de l'exercice.

Les *produits constatés d'avance* proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 30 juin 2018, comme lors de précédentes clôtures semestrielles, les produits constatés d'avance sont essentiellement composés de maintenances, facturées annuellement et donc extournées en partie à la clôture semestrielle de l'exercice.

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 est la suivante :

### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2017

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 665	1 665		1 665	
Fournisseurs et autres créiteurs	503	503		503	
Dettes fiscales et sociales	1 161	1 161		1 161	
Produits différés CT/MT	2 504	2 504		2 504	
<b>Total</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>-</b>	<b>5 833</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2018

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 498	1 498		1 498	
Fournisseurs et autres créiteurs	396	396		396	
Dettes fiscales et sociales	945	945		945	
Produits différés CT/MT	3 122	3 122		3 122	
<b>Total</b>	<b>5 961</b>	<b>5 961</b>	<b>-</b>	<b>5 961</b>	<b>-</b>

A noter que les produits différés inscrits en passifs courants et non courants (produits fiscaux différés, passifs d'impôts différés et produits constatés d'avance) sont avant tout des écritures de régularisation. Aussi, ils n'ont pas le caractère de dettes exigibles, comme peuvent le revêtir les dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Au 30 juin 2018, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie (trésorerie nette de 2.955 K€ après prise en compte des dettes financières) lui permettant de couvrir, sans risque, le cycle de financement de l'activité (dettes d'exploitation de 1.341 K€, hors produits différés).

## 9. Autres informations

### 9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier et des entreprises ou administrations. Même si le Groupe se repositionne depuis plusieurs mois sur le secteur des applications et plateformes professionnelles à destination des entreprises (**Team On The Run** et **Team On Mission**), les revenus liés à cette activité sont encore peu significatifs. A l'avenir, lorsque l'activité et les revenus liés à ces solutions et à leurs différentes déclinaisons seront devenus significatifs, le Groupe présentera probablement 2 secteurs d'activité distincts, bien que les règles et la nature des revenus restent identiques. Différents modes de commercialisation pourraient cependant coexister, élément qui pourrait justifier à terme une présentation sectorielle détaillée.

En conséquence, au 30 juin 2018, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2018 et 2017, ainsi qu'à l'exercice 2017 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-18	30-juin-17	31-déc-17	Variations
CA France	1 019	984	2 019	35
CA Export	1 638	1 837	3 735	-199
dont Europe	870	636	1 159	234
dont Amériques	670	985	1 805	-315
dont Afrique	28	19	375	9
dont Moyen Orient	21	23	44	-2
dont Russie	-	16	30	-16
dont Asie - Pacifique	49	158	322	-109
<b>TOTAL CA</b>	<b>2 657</b>	<b>2 821</b>	<b>5 754</b>	<b>-164</b>

Le chiffre d'affaires "France" augmente sur la période de 35 K€, suite notamment à de nouvelles ventes de licences et à un niveau de maintenances stable sur la période.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de -199 K€ sur la période suite, principalement, à la disparition d'un client MVNO du Groupe aux Etats-Unis et à un retard de commande de maintenance en Asie. Ces baisses sont compensées en partie par l'augmentation de la maintenance en zone Europe, suite à la mise en production définitive de certaines plateformes.

Les variations dans les autres zones géographiques ne sont pas significatives et sont seulement dues à des effets conjoncturels, sans que des événements particuliers ne les sous-tendent.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

## 9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2018, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable de Euribor 3 mois + 3,05%, entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de cet emprunt, ainsi qu'un nantissement de 675 K€ depuis avril 2018. Cet emprunt obligataire est également assorti de clauses et ratios financiers (covenants), calculés sur les données consolidés annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe (zone Afrique – Europe), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leurs montants et leurs durées de validité. Au 30 juin 2018, le montant global d'engagement est de 22,5 K€ (21,8 K€ et 0,7 K€) contre 23,4 K€ fin 2017.

## 9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et ses filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement), et effectués par les filiales, sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants uniquement mandataires sociaux est indiquée dans la note ci-dessous.

#### **9.4 Rémunération des dirigeants**

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2018 s'élève à 169.727 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 108.556 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 61.171 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2017, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 198.401 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 111.556 €, et de la société américaine pour 86.845 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

#### **9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture**

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2018.